

ÉTHIOPIE ET CORNE DE L'AFRIQUE

« Des facteurs humains ont provoqué la famine »

► Une interview de *Pieter De Schepper*

Dans la Corne de l'Afrique, absence ou faiblesses du développement sont les causes premières de l'aggravation des sécheresses et des famines. L'aide humanitaire doit intervenir de façon plus précoce afin de maintenir les ressources des populations touchées. Et les programmes de développement devraient privilégier des infrastructures et une production alimentaire locales. Les acteurs ne coordonnent pas assez leurs efforts.

Défis Sud : Où faut-il, selon vous, aller chercher les principales raisons aux crises alimentaires en Éthiopie et dans la Corne de l'Afrique ?

Pieter De Schepper : C'est la pire sécheresse du début du 21^e siècle, elle a tué, détruit des moyens de subsistance et réduit des populations à la pauvreté absolue pour de nombreuses années. La sécheresse mais aussi des négligences chroniques ont provoqué la perte des troupeaux et des récoltes pour ces populations qui, sans ces moyens de subsistance, ont été incapables de faire face à la hausse des prix des produits alimentaires.

Bien que provoquée par la sécheresse, ce sont des facteurs humains qui ont transformé cette crise en urgence humanitaire. Cette crise s'est déployée au départ des régions arides d'Éthiopie, de Somalie et du Kenya. La marginalisation, le sous-investissement chronique, la médiocre qualité des services de santé, d'éducation et autres à destination des populations pastorales et agropastorales se reflètent dans des indicateurs de développement très faibles, dans un manque de relais et d'influence politiques et dans la faiblesse des moyens de subsistance durables.

Le conflit en Somalie continue aussi à déplacer des populations loin de chez

elles et à empêcher les agences d'atteindre celles qui en ont besoin. Quant à l'accaparement des terres, il n'aide pas à résoudre la faim dans le monde. Les deux tiers des acquisitions de terres par des investisseurs étrangers en vue de les cultiver se font dans des pays confrontés à de graves problèmes alimentaires. Or les deux tiers de ces investisseurs affirment leur intention d'exporter la totalité de leur production ! Mais malgré l'importance du phénomène en Éthiopie, nous n'avons pas de preuve qu'il a contribué directement aux crises alimentaires de ces dernières années.

DS : L'aide dans la région consacre-t-elle les politiques urgentistes au détriment du développement ? La plupart des protagonistes s'accordent pour souligner la nécessité de solutions plus structurelles.

PDS : Même si ça semble cliché, la solution ne peut ni être totalement humanitaire, ni relever entièrement du développement. L'aide humanitaire doit réagir plus tôt, même s'il faut agir avec une part d'incertitude. L'aversion au risque allonge les délais d'intervention d'environ six mois dans les efforts d'aide à grande échelle. Simplement parce que les États concernés, les agences humanitaires et les donateurs ont tardé à reconnaître la gravité de la crise. La plupart voulaient des preuves d'une catastrophe humanitaire qui ne sont venues que lorsque des vies furent perdues et que la crise bénéficia d'une large couverture médiatique.

D'autre part, la sécheresse est causée par des problèmes structurels tels que le sous-investissement dans une agriculture à petite échelle, un management inefficace des ressources naturelles, etc. Or on a besoin d'une approche du développement centrée sur le soutien à une

Pieter De Schepper

est responsable des programmes humanitaires chez Oxfam Solidarité.

production alimentaire locale afin de prévenir de prochaines crises.

DS: *Que pensez-vous à cet égard des initiatives qui ont été prises récemment: Charte pour éradiquer la faim, initiative Share, Fewsnet, Iasc. Pourrions-nous passer l'essentiel de ces initiatives en revue? Ou, à défaut, celles de ces initiatives que vous connaissez le mieux.*

PDS: Fewsnet¹, qui fournit des prévisions aux gouvernements et aux agences, a annoncé les signes avant-coureurs de la crise dès la fin 2010. En février 2011, il met davantage en garde contre les faibles pluies prévues pour les mois de mars à mai. Fewsnet a parfaitement prévu la crise et a conseillé de commencer immédiatement la planification d'une intervention d'urgence à grande échelle. Le problème est venu de la réponse tardive des acteurs nationaux et internationaux. À cause d'eux, nous avons raté l'occasion de prévenir cette crise. Si l'intervention humanitaire a sauvé de nombreuses vies une fois qu'elle a effectivement été mise en place, une réaction précoce aurait été encore beaucoup plus efficace.

La Charte pour l'éradication de la faim, quant à elle, a été conçue pour pousser les gouvernements et les agences internationales à s'engager politiquement à faire cesser la honte que constitue le fait qu'au 21^e siècle, des gens continuent de mourir de faim et de soif.

De son côté, la Commission européenne a intensifié ses efforts pour résoudre ces problèmes et profite du momentum pour construire des alliances politiques autour de l'Agenda pour la résilience. Nous soutenons cette initiative bienvenue. En particulier, nous saluons les efforts des commissaires Georgieva (Humanitaire) et Piebalgs (Coopération) en faveur de réels changements en matière de résilience à travers l'initiative Alliance globale pour l'Initiative Résilience (Agir)-Sahel et Supporting the Horn of Africa's Resilience (Share). Share a été conçue et programmée conjointement par les directions générales Echo et Devco de la Commission européenne, en charge, respectivement, de l'humanitaire et de la coopération au développement. C'est un pas en avant remarquable. Il s'agit désormais de l'étendre et d'aller au-de-



© P. Galbats / SOS Faim.

Donner la priorité aux besoins des Éthiopiens.

là, vers une initiative régionale capable de créer un changement dans la façon qu'ont les gouvernements et les agences internationales de répondre aux famines et à l'insécurité alimentaire chronique.

DS: *Les relations de l'Éthiopie avec des acteurs indiens, saoudiens, chinois et sud-africains, notamment dans des contrats de cession de terres arables, apportent-elles ou vont-elles apporter plus de sécurité alimentaire en Éthiopie?*

PDS: C'est une erreur de focaliser la responsabilité des accaparements de terres sur les pays asiatiques, arabes et sur l'Afrique du Sud. Une étude du Cifor² sur l'Afrique subsaharienne identifie le Royaume-Uni, les États-Unis et la Norvège parmi le top 4 mondial des pays investisseurs; l'Europe et les États-Unis comptabilisent respectivement 40% et 13% du total des surfaces acquises.

Des études suggèrent également que la majorité des acquisitions de terres, en Éthiopie notamment, sont le fait d'investisseurs privés. De plus, en Éthiopie, les investisseurs nationaux représentent la grande majorité des projets agricoles.

DS: *Le développement des techniques agroécologiques - espèces locales,*

cultures combinées, association de productions végétales et d'élevage, appel au savoir-faire paysan et local, etc. - serait-il une solution pour assurer la sécurité alimentaire en Éthiopie et dans la Corne de l'Afrique?

PDS: Pour prévenir d'autres crises à grande échelle, il faut à la fois corriger les défauts du système d'alerte international et soutenir une production alimentaire locale comme stipulé dans la Charte pour éradiquer la faim.

Autrement dit, pour assurer la sécurité alimentaire, il va falloir donner la priorité aux besoins des petits producteurs locaux dans les pays en développement. C'est comme ça que l'on pourra obtenir les meilleurs résultats en matière de productivité et de résilience. Pas seulement en développant de nouvelles technologies mais en adoptant des politiques et en prenant des mesures qui garantissent aux paysans l'accès aux ressources naturelles, aux marchés et aux technologies. L'insécurité alimentaire est une injustice, pas juste un manque de technologie. ■

Propos recueillis par Emmanuel De Lœul

1: Famine Early Warning Systems Network

2: Center for International Forestry Research